

DÉCRET, du 28 *janvier* 1885, supprimant la direction des cartes, plans et archives et de la statistique graphique; IV, 73.

DÉCRET, du 28 *janvier* 1885, supprimant la direction de la comptabilité; IV, 73.

DÉCRET, du 27 *mars* 1885, portant organisation de l'administration centrale; IV, 73.

DÉCRET, du 10 *avril* 1885, nommant M. Picard (Alfred) directeur des chemins de fer; IV, 80.

DÉCISION, du 17 *juin* 1885, chargeant le directeur des chemins de fer de l'intérim de la direction des routes, de la navigation et des mines; IV, 211.

DÉCRET, du 25 *juillet* 1885, nommant le directeur du personnel, du secrétariat et de la comptabilité (M. Gouzay), conseiller d'Etat en service extraordinaire; IV, 211.

DÉCRET, du 7 *août* 1885, chargeant le directeur des chemins de fer (M. Picard), de la direction des routes, de la navigation et des mines; IV, 249.

ARRÊTÉS, du 24 *novembre* 1885, supprimant l'emploi d'ingénieur en chef du service de la statistique de l'industrie minérale et des appareils à vapeur; attachant ce service à la division des mines, et créant une commission spéciale de cette statistique; IV, 279.

DÉCRET, du 11 *janvier* 1886, relevant M. Picard de ses fonctions de directeur général des ponts et chaussées, des mines et des chemins de fer, et le nommant directeur général honoraire; V, 31.

DÉCRET, du 11 *janvier* 1886, nommant M. Guillain (ingénieur en chef des ponts et chaussées), directeur des routes, de la navigation et des mines; V, 31.

DÉCRET, du 3 *septembre* 1888, modifiant celui du 27 mars 1885; VII, 289.

DÉCRET, du 21 *septembre* 1888, nommant M. Gay (inspecteur général des ponts et chaussées), directeur des chemins de fer; VII, 291.

ARRÊTÉ, du 15 *mars* 1889, supprimant provisoirement la direction du personnel, du secrétariat et de la comptabilité; VIII, 57.

DÉCRET, du 18 *décembre* 1889, modifiant celui du 3 septembre 1888; VIII, 388.

ARRÊTÉ, du 15 *avril* 1890, réglant les attributions de la direction des chemins de fer et de la direction des routes, de la navigation et des mines, en ce qui concerne le contrôle des chemins de fer miniers et industriels; IX, 161.

DÉCRET, du 26 *mars* 1891, nommant M. Guillain (directeur des routes, de la navigation et des mines), inspecteur général des ponts et chaussées de 2^e classe; X, 94.

II. — Service des mines.

DÉCRET, du 18 *février* 1882, rétablissant le tableau d'avancement des ingénieurs des mines; I, 37.

ARRÊTÉ, du 20 *février* 1882, créant quinze nouveaux emplois de gardes-mines; I, 43.

ARRÊTÉ, du 30 *mai* 1882, rattachant les départements de l'Aube et de l'Yonne à l'arrondissement minéralogique de Chaumont, changeant la dénomination de l'arrondissement de Troyes en celle d'arrondissement de Nancy, et réorganisant les deux arrondissements de Nancy et de Chaumont; I, 181.

ARRÊTÉ, du 27 *juillet* 1882, rattachant la surveillance des appareils à vapeur du département de l'Ain au service des mines; I, 214.

— 1^{er} *décembre* 1882. *Idem.* Orne et Manche; I, 337.

ARRÊTÉ, du 2 *décembre* 1882, supprimant un emploi de gardes-mines dans le département de la Haute-Marne (Saint-Dizier); I, 339.

ARRÊTÉ, du 18 *janvier* 1883, rattachant le service de surveillance des appareils à vapeur du département de l'Yonne au sous-arrondissement minéralogique de Troyes; II, 113.

— 15 *mars* 1883. *Idem.* Finistère. Sous-arrondissement minéralogique de Rennes; II, 114.

ARRÊTÉ, du 30 *avril* 1883, créant neuf nouveaux emplois de gardes-mines; II, 312.

ARRÊTÉ, du 4 *juin* 1883, supprimant le poste de garde-mines de Tours; II, 312.

ARRÊTÉ, du 1^{er} *décembre* 1883, transférant à Guéret la résidence du garde-mines de Châteauroux; II, 437.

DÉCRET, du 26 *décembre* 1883, modifiant celui du 18 février 1882, relatif au tableau d'avancement des ingénieurs des mines; II, 433 et 435.

ARRÊTÉ, du 13 *février* 1884, réunissant en un seul arrondissement minéralogique, les deux arrondissements d'Alger et de Constantine, III, 45.

ARRÊTÉ, du 13 *mars* 1884, rattachant le service de surveillance des appareils à vapeur du département de la Lozère, au sous-arrondissement minéralogique de Privas; III, 45.

— 23 *avril* 1884. *Idem.* Eure. Sous-arrondissement minéralogique de Rouen; III, 45.

ARRÊTÉ, du 5 *février* 1885, rattachant au sous-arrondissement minéralogique d'Arras, les arrondissements administratifs de Saint-Omer et de Saint-Pol; IV, 81.

ARRÊTÉ, du 5 *février* 1885, transférant à Arras le poste de gardes-mines de Boulogne-sur-Mer; IV, 83.

ARRÊTÉ, du 4 *mars* 1885, supprimant le poste de garde-mines de Saint-Brieuc; IV, 84.

ARRÊTÉ, du 5 *juin* 1885, rattachant le département de la Lozère au sous-arrondissement minéralogique d'Alais; IV, 213.

ARRÊTÉ, du 16 *juillet* 1885, transférant à Alais le poste de gardes-mines de Mende; IV, 218.

ARRÊTÉ, du 11 *août* 1885, rattachant le service de surveillance des appareils à vapeur du département du Lot, au sous-arrondissement minéralogique de Rodez; IV, 251.

ARRÊTÉ, du 16 *décembre* 1885, détachant le département de l'Ain du sous-arrondissement minéralogique de Chalon-sur-Saône et le rattachant à celui de Dijon; IV, 325.

ARRÊTÉ, du 5 *janvier* 1886, réorganisant les sous-arrondissements minéralogiques de Lille et de Valenciennes; V, 32.

ARRÊTÉ, du 5 *janvier* 1886, répartissant en trois sous-arrondissements (Arras, Béthune et Amiens), l'arrondissement minéralogique d'Arras; V, 32.

ARRÊTÉ, du 30 *janvier* 1886, rapportant l'arrêté du 26 décembre 1876, relatif au maintien provisoire, à Périgueux, de la résidence de l'ingénieur en chef de l'arrondissement minéralogique de Bordeaux; V, 34.

ARRÊTÉ, du 23 *mars* 1886, détachant l'arrondissement minéralogique de Rodez de la division du sud-ouest, et en formant une inspection spéciale; V, 36.

ARRÊTÉ, du 29 *mars* 1886, transférant, de Privas à Valence, la résidence de l'ingénieur chargé du service ordinaire des départements de l'Ardeche et de la Drôme; V, 36.

ARRÊTÉ, du 4 *février* 1886, créant un nouvel emploi de gardes-mines dans le service de surveillance des appareils à vapeur du département de la Seine; V, 37.

ARRÊTÉ, du 11 *février* 1886, fixant les attributions des trois gardes-mines attachés au sous-arrondissement minéralogique de Dijon; V, 37.

ARRÊTÉ, du 11 *février* 1886, fixant les attributions des gardes-mines attachés aux services des sous-arrondissements minéralogiques d'Arras et de Béthune; V, 38.

ARRÊTÉ, du 25 *juin* 1886, transférant de Mézières à Reims la résidence de l'ingénieur chargé du service ordinaire des départements des Ardennes, de la Meuse et de la Marne; V, 236.

ARRÊTÉ, du 24 *mai* 1887, transférant de Vicdessos à Foix, la résidence de l'ingénieur chargé du service ordinaire de l'Ariège et de la Haute-Garonne; VI, 194.

ARRÊTÉ, du 10 *mai* 1889, rattachant au sous-arrondissement minéralogique de Lille, les concessions houillères d'Aniche et d'Azincourt (Nord); VIII, 93.

ARRÊTÉ, du 3 *juillet* 1889, transférant à Marseille le poste de garde-mines de Draguignan; VIII, 227.

ARRÊTÉ, du 16 *août* 1889, rattachant le département de l'Hérault à l'arrondissement minéralogique de Rodez; VIII, 252.

ARRÊTÉ, du 9 *septembre* 1889, rattachant au sous-arrondissement minéralogique de Valenciennes, le service de surveillance des exploitations minérales et des établissements métallurgiques de l'arrondissement administratif d'Avesnes (Nord); VIII, 252.

ARRÊTÉ, du 16 *juin* 1890, fixant les cadres et subdivisions des contrôleurs des mines de l'arrondissement minéralogique de Paris; IX, 389.

— 19 *juin* 1890. *Idem.* Poitiers; IX, 390.

— 21 *juin* 1890. *Idem.* Chambéry; IX, 390.

— 25 *juin* 1890. *Idem.* Nancy; IX, 391.

ARRÊTÉ, du 25 juin 1890. *Idem.* Rouen; IX, 392.

— 30 juin 1890. *Idem.*, du service de surveillance des appareils à vapeur du département de la Seine; IX, 393.

— 30 juin 1890. *Idem.*, de l'arrondissement minéralogique du Mans; IX, 394.

— 5 juillet 1890. *Idem.* Alais; IX, 394.

— 5 juillet 1890. *Idem.* Douai; IX, 395.

— 21 octobre 1890. *Idem.* Chaumont; IX, 523.

— 21 octobre 1890. *Idem.* Arras; IX, 524.

ARRÊTÉ, du 28 octobre 1890, partageant l'arrondissement minéralogique de Saint-Etienne, en trois sous-arrondissements; IX, 486.

ARRÊTÉ, du 15 janvier 1891, fixant les cadres et subdivisions des contrôleurs des mines de l'arrondissement minéralogique de Clermont-Ferrand; X, 50.

— 20 janvier 1891. *Idem.* Chalon-sur-Saône; X, 50.

— 20 janvier 1891. *Idem.* Toulouse; X, 51.

— 20 janvier 1891. *Idem.* Bordeaux; X, 52.

ARRÊTÉ, du 20 janvier 1891, organisant les deux sous-arrondissements minéralogiques de Saint-Etienne-Est et de Saint-Etienne-Ouest; X, 49.

ARRÊTÉ, du 3 février 1891, fixant les cadres et subdivisions des contrôleurs des mines de l'arrondissement minéralogique de Marseille; X, 53.

ARRÊTÉ, du 18 février 1891, répartissant le personnel des contrôleurs des mines de Saint-Etienne entre les deux sous-arrondissements de Saint-Etienne-Est et de Saint-Etienne-Ouest; X, 54.

ARRÊTÉ, du 21 février 1891, fixant les cadres et subdivisions des contrôleurs des mines de l'arrondissement minéralogique d'Alger; X, 54.

ARRÊTÉ, du 22 mars 1891, relatif aux examens d'aptitude aux emplois de contrôleurs des mines (emplois réservés aux anciens sous-officiers); X, 98.

ARRÊTÉ, du 27 juillet 1891, créant six nouveaux emplois de contrôleurs des mines; X, 318.

ARRÊTÉ, du 27 juillet 1891, fixant les cadres et subdivisions des contrôleurs des mines de l'arrondissement minéralogique de Rodez; X, 321.

— 5 septembre 1891. *Idem.* Sous-arrondissement minéralogique de Lille (modifications); X, 323.

ARRÊTÉS, des 16 septembre et 15 octobre 1891, nommant des commis des mines; X, 368 et 370.

ARRÊTÉ, du 30 octobre 1891, supprimant le sous-arrondissement minéralogique de Troyes et modifiant ceux de Dijon et de Chalon-sur-Saône; X, 367.

ARRÊTÉS, des 27 octobre, 4 et 16 novembre 1891, nommant des commis des mines; X, 427.

ARRÊTÉ, du 21 décembre 1891, fixant à nouveau les cadres et subdivisions des contrôleurs des mines de l'arrondissement minéralogique de Chalon-sur-Saône; X, 425.

ARRÊTÉ, du 26 décembre 1891, supprimant le sous-arrondissement minéralogique de Rennes; X, 422.

III. — Chemins de fer (Contrôle de l'exploitation des).

ARRÊTÉ, du 24 décembre 1883, répartissant en deux arrondissements d'ingénieur ordinaire, la 1^{re} section du contrôle de l'exploitation technique des chemins de fer du Midi; III, 42.

ARRÊTÉ, du 25 janvier 1884, réorganisant les 2^e et 5^e sections d'ingénieur en chef du contrôle de l'exploitation technique des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée; III, 43.

ARRÊTÉ, du 10 mars 1884, réorganisant la 1^{re} section du contrôle de l'exploitation technique des chemins de fer de l'Etat; III, 83.

ARRÊTÉ, du 13 mars 1884, réorganisant le service du contrôle de l'exploitation technique des chemins de fer d'Orléans et prolongements; III, 83.

ARRÊTÉ, du 14 mars 1884, réorganisant le service du contrôle de l'exploitation technique des chemins de fer du Nord; III, 83.